Claude LANGLOIS, *On savait, mais quoi ? La pédophilie dans l'Église de la Révolution à nos jours*

Paris, Éditions du Seuil, 2020, 232 p.

Céline Béraud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/57812>

DOI : 10.4000/assr.57812

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2020

Pagination : 241-243

ISBN : 978-2-7132-2826-1

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Céline Béraud, « Claude LANGLOIS, *On savait, mais quoi ? La pédophilie dans l'Église de la Révolution à nos jours* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 192 | octobre-décembre 2020, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 22 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/57812> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.57812>

Ce document a été généré automatiquement le 22 janvier 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Claude LANGLOIS, *On savait, mais quoi ? La pédophilie dans l'Église de la Révolution à nos jours*

Paris, Éditions du Seuil, 2020, 232 p.

Céline Béraud

RÉFÉRENCE

Claude LANGLOIS, *On savait, mais quoi ? La pédophilie dans l'Église de la Révolution à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 2020, 232 p.

- 1 C'est en historien que Claude Langlois se saisit de la question de la « pédophilie dans l'Église de la Révolution à nos jours ». Mû, nous dit-il d'emblée, par un « sentiment d'urgence, urgence civique et toute séculière » (p. 7), il entame la rédaction de l'ouvrage à l'été 2018. Il entend ainsi s'approprier « un temps suffisamment long et encore maîtrisable pour que puisse s'y déployer un récit qui fournisse, à partir de nos interrogations présentes, des temporalités spécifiques porteuses d'explication » (p. 10). Il s'agit non seulement de prendre du recul mais aussi de « trouver le temps adéquat où l'on peut voir interférer autrement les catégories qui habitent le présent : l'intervention du juge, le poids de l'opinion, le rôle de l'État, le statut légal et canonique du clerc célibataire, la gestion par l'épiscopat des prêtres marginaux, la parole enfin des victimes qui vivent leur temps de douleur, entre l'outrage fait à l'enfant et la longue attente de l'aveu par l'institution de sa responsabilité propre » (p. 11).
- 2 L'ouvrage est, à l'exception de la dernière partie, construit selon un fil chronologique, au sein duquel Claude Langlois distingue trois moments. À la « préhistoire », du lendemain de la Révolution française à la Seconde Guerre mondiale, succède la « protohistoire », de l'après-guerre à la fin des années 1990. L'« histoire », elle, se déploie entre deux affaires qui valent à deux évêques français de se trouver devant les tribunaux : l'affaire Pican et l'affaire Barbarin. Elle s'inscrit en outre dans un contexte

international où l'Église catholique se trouve confrontée au scandale de la pédophilie dans plusieurs pays, les États-Unis et l'Australie pour n'en citer que deux. Par contraste, la France a pu longtemps paraître épargnée.

- 3 Dans la première partie, Claude Langlois mobilise ses travaux antérieurs, principalement sur la Révolution française, moment qu'il compare à la période des années 1960-1980 par l'intense processus de déclergification qui est à l'œuvre, et sur les normes relatives à la régulation des naissances qu'il avait saisies en étudiant la gestion catholique de l'onanisme conjugal. Mais c'est à travers les conflits scolaires qu'émerge publiquement la question des « sexualités coupables » des prêtres et religieux, qui deviennent à partir des années 1860 un lieu commun du discours anticlérical. La guerre des deux France met alors en compétition religieux enseignants et instituteurs laïcs. L'un des versants de cette rivalité se joue sur le registre de la vertu. Jusqu'en 1905, les prêtres sont sous la surveillance du ministère des Cultes. Avec la Séparation et la Première Guerre mondiale, ce contrôle étatique se desserre. Seule la presse anticléricale s'attache encore à dénoncer les violences sexuelles exercées par des clercs, principalement désormais des prêtres de paroisses rurales, sur des enfants. Elle se fait l'écho des condamnations par la justice, lorsque celles-ci donnent lieu à un procès.
- 4 Dans la seconde partie, Claude Langlois s'appuie volontiers sur les recherches de Martine Sevegrand qui, dans *Vers une Église sans prêtres (1945-1978)* (Presses universitaires de Rennes, 2004), a analysé « la crise du clergé séculier », perceptible à travers les difficultés croissantes de recrutement et des départs de plus en plus nombreux. Claude Langlois montre comment, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le dossier qui l'intéresse est internalisé avec la priorité donnée par l'Église au soin des prêtres pédophiles. L'épiscopat s'appuie pour cela sur une structure nationale, le Secours sacerdotal devenu Entraide sacerdotale, dont le périmètre d'action à destination des « prêtres en rupture » ne se limite pas aux violences sexuelles. Deux cliniques spécialisées prodiguent aide spirituelle, cure analytique et traitement psychiatrique. Circonspect, Claude Langlois s'interroge sur les fins assignées par l'épiscopat à cette perspective thérapeutique : guérison, modalité de « gestion » de ces personnels et/ou évitement des procès ? Une telle interrogation apparaît d'autant plus légitime que les pratiques antérieures demeurent : déplacement/éloignement des prêtres mis en cause, pressions exercées sur les familles pour qu'elles gardent le silence et ne déposent pas plainte.
- 5 C'est dans la troisième partie que l'historien s'attèle au moment où éclatent en France les scandales. La période est marquée par trois processus : une reconnaissance des victimes et de leurs souffrances, l'internationalisation du phénomène et sa médiatisation. D'un point de vue chronologique, elle débute au tournant des années 2000, alors que l'opinion publique s'est mobilisée au cours de la décennie précédente sur la question des abus sexuels sur des enfants, que les procès se multiplient et que la législation se précise en la matière – avec notamment la circulaire Royal de 1997 pour l'Éducation nationale. Ce moment commence lorsque pour la première fois un évêque, Pierre Pican, à la tête du diocèse de Bayeux-Lisieux, est condamné en 2001 à trois mois de prison avec sursis pour non-dénonciation de pédophilie à la suite de la plainte déposée par quatre familles de victimes de l'abbé Bissey.
- 6 Les réactions sont alors partagées dans le monde catholique. Pican reçoit ainsi le soutien du préfet de la congrégation romaine pour le clergé mais d'autres, comme l'assomptionniste Michel Kubler, alors rédacteur en chef religieux du journal *La Croix*,

demandent sa démission. Quelques mois plus tard éclate une autre affaire d'abus sexuel sur mineur commis par un frère de Saint-Jean. La conférence épiscopale ne reste pas sans rien faire. Sensibilisés par les travaux pionniers de la théologienne et médecin Marie-Jo Thiel, les évêques font en 2000 leur première déclaration condamnant les actes de pédophilie, s'engagent à mieux collaborer avec la justice et affirment leur compassion pour les victimes. Ils publient en 2003 une brochure intitulée « Comment lutter contre la pédophilie : repères pour les éducateurs » qui fera l'objet de plusieurs rééditions. Étrangement, comme le fait remarquer Claude Langlois, on entre ensuite dans « une sorte de léthargie, comme si les mesures prises aussitôt avaient jugulé l'épidémie qui couvait, avant de découvrir, treize ans plus tard, qu'il n'en était rien et que celle-ci avait repris de plus belle, à partir d'un autre foyer, celui-ci lyonnais » (p. 160).

- 7 Outre l'affaire Preynat qui devient alors l'affaire Barbarin, éclate également celle des frères Philippe : Marie-Dominique, fondateur de la congrégation des frères et sœurs de Saint-Jean, et Thomas, un proche de Jean Vanier, qui fonda l'Arche. Cette seconde vague de révélations et d'indignation est portée par le travail de journalistes et par la fondation d'une association de victimes, La Parole libérée. La reprise en main par les pouvoirs publics se fait par le canal judiciaire dont le périmètre d'action se trouve étendu : conception plus restrictive du secret professionnel, « prééminence de la justice publique sur la justice canonique, obligation faite aux évêques et à leurs entourages de dénoncer les délits cléricaux » (p. 226). Cette seconde vague de révélations conduit également à la dénonciation en interne du « cléricalisme » qui serait à l'origine de tous ces maux, en consonance avec le pape François dans sa *Lettre au peuple de Dieu* d'août 2018. Ce moment s'inscrit également dans un contexte mondial : dans plusieurs pays comme les États-Unis, l'Irlande, la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne (Claude Langlois s'attache à ces trois derniers cas « proches »), se trouvent mises sur pied des commissions d'enquête qui produisent des rapports accablants. L'épiscopat français se saisit du dossier en 2018 et mandate Jean-Marc Sauvé, conseiller d'État, pour piloter une commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase). Reste à comprendre « le relatif silence épiscopal de treize années, de 2002 à 2015 : comment l'interpréter ? Selon le témoignage de plusieurs évêques, celui-ci reposerait sur un malentendu : ils avaient compris leur engagement de 2002 comme la nécessité d'être attentifs à toute nouvelle affaire de pédophilie, tout en s'exemptant à trop bon compte de faire retour sur “un passé qui ne passe pas”. C'est celui qui, avec l'affaire Preynat, les a rattrapés » (p. 184). Selon l'historien, les évêques semblent en outre « bien incapables de proposer les solutions efficaces pour l'avenir » (*ibid.*).
- 8 Que nous apprend ce retour en arrière ? Telle est la question qui structure la dernière partie de l'ouvrage. Claude Langlois montre d'abord que l'absence de gradation dans l'appréhension des transgressions des normes sexuelles prônées par l'Église catholique, toutes entrant dans la catégorie de « péché mortel », a conduit à un aplanissement de l'échelle des valeurs morales. De même, différentes pratiques, saisies dans la perspective du magistère catholique au prisme de la catégorie « d'acte contre nature », sont mises sur le même plan. C'est le cas des pratiques pédophiles et des relations homosexuelles. Selon l'auteur, ce type de « lien mortifère » devrait être « tranché » (p. 204). Surtout, l'historien considère cette crise comme le « symptôme » d'une autre crise « moins visible mais sans doute plus importante, qui met notamment en jeu un rapport inavoué entre sexe et pouvoir » (p. 12). Il en appelle à « sortir d'une large

hypocrisie, qui repose sur un écart de plus en plus criant entre l'idéal et la réalité en matière sexuelle, entre le rigorisme théorique et le laxisme clérical pratique » (p. 204).

- 9 L'ouvrage donne également à voir que la gestion des coupables a primé sur l'attention aux victimes. Les prêtres agresseurs ont en effet été appréhendés selon différentes catégories : comme pêcheurs susceptibles donc d'être pardonnés, malades que l'on pourrait soigner, mais aussi en délinquants/criminels dont les actes peuvent être jugés par les tribunaux. Les victimes, elles, ont longtemps été oubliées, ce qui va « à l'encontre de la compassion qui est au cœur des croyances, de la spiritualité et de l'ethos chrétien » (p. 206). La contradiction atteint son paroxysme avec Jean-Paul II qui engagea un mouvement de repentance pour « les fautes du passé », commises à l'égard des juifs ou encore des peuples indigènes, mais demeura sourd aux révélations relatives aux agissements du fondateur des Légionnaires du Christ, ce prédateur sexuel qui bénéficia sous son pontificat de la protection de Rome. Autre contradiction, le pape polonais qui dénonça l'avortement en présentant l'enfant non né comme « un enfant innocent » ne prit pas les mesures nécessaires pour protéger les jeunes victimes de prêtres pédophiles. Se trouve également cité le cardinal Decourtray qui fit face à l'affaire Touvier mais se contenta d'éloigner Preynat lorsqu'il fut informé de ses actes.
- 10 La mise en perspective historique que Claude Langlois livre ici est donc riche d'enseignements. Elle s'inscrit d'abord, et peut-être surtout, à l'encontre d'un discours, en vogue dans les milieux catholiques conservateurs et développé par Benoît XVI, qui fait remonter les abus à « mai 68 » et à l'effondrement moral qui en aurait résulté. Claude Langlois montre que c'est dans une temporalité bien plus longue que s'inscrit le phénomène. Il souligne en outre que, contrairement à ce qu'ont pu croire les évêques, l'histoire ne s'arrête pas au début des années 2000. Après avoir pris un certain nombre de mesures en réponse à l'affaire Pican, l'épiscopat français s'est senti exonéré de tout ce qui s'était passé auparavant dans les diocèses. L'attitude du cardinal Barbarin par rapport à Preynat en est exemplaire.
- 11 L'ouvrage constitue également une précieuse contribution à l'histoire du clergé français ainsi qu'à celle des rapports entre catholicisme et sexualité.